

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2014)
Heft: 2039

Artikel: Mondial de football: l'image dégradée du Brésil : les JO en Russie, le Mondial de football au Brésil: loin de rendre ces pays plus populaires en Occident, leur image s'en trouve au contraire dégradée
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012741>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mondial de football: l'image dégradée du Brésil

Les JO en Russie, le Mondial de football au Brésil: loin de rendre ces pays plus populaires en Occident, leur image s'en trouve au contraire dégradée

Jacques Guyaz - 25 mai 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25848>

Pékin, l'Afrique du Sud, Sotchi, et maintenant le Brésil. Les [Brics](#) posent leurs candidatures pour les deux grandes manifestations sportives de la planète, le Mondial de football et les Jeux olympiques, les obtiennent et construisent ensuite des stades inutiles à n'importe quel prix dans la démesure.

On pourrait croire que l'Inde dont la culture est faiblement orientée vers le sport, cricket excepté, échappe pour l'instant à cette folie des grandeurs, mais ce serait oublier les Jeux du Commonwealth en 2010 à Delhi dont l'organisation, désastreuse selon tous les observateurs, écarte pour longtemps ce pays de la candidature à de grands événements. Et nous ne parlerons pas de l'attribution du Mondial 2022 de football au Qatar, qui relève d'une autre logique, purement financière, celle-là.

Pourtant ces pays émergents ont des régimes politiques fort différents. La nouvelle autocratie russe, la dictature de marché chinoise, la démocratie brésilienne et sa majorité quasi social-démocrate, l'Inde et sa tradition issue de Westminster, l'Afrique du Sud et son parti dominant légitimé par la victoire contre l'*apartheid*: les Brics ont néanmoins en

commun leur besoin d'affirmation. Montrer au reste du monde que ces nations savent organiser de grands événements et qu'elles sont désormais des puissances avec lesquelles il faut compter.

Mais au fond qui est vraiment dupe? Certainement pas les opinions publiques occidentales. Un grand classique des reportages de nos médias consiste désormais à revenir quelques mois plus tard sur les lieux de ces manifestations et à montrer les infrastructures désertes qui commencent déjà à se déliter. On l'a vu avec les stades de l'Afrique du Sud et avec les installations de Sotchi ou de Pékin. Et les articles n'ont pas manqué sur les expulsés des lieux de compétition en Afrique du Sud et sur les travailleurs caucasiens bannis et quasiment pas payés à Sotchi.

Londres au moins a planifié avant les Jeux la reconversion et la réduction de la capacité des équipements construits pour l'occasion.

Le Brésil a vraiment choisi la difficulté avec un appétit d'ogre. Le pays va organiser à deux ans d'intervalle le Mondial de football et les Jeux olympiques. Pour le football, c'était au tour de l'Amérique latine et pour les JO, ceux-ci n'avaient encore jamais été

organisés sur le continent américain au sud de Mexico.

Tous ceux qui pensaient que l'enthousiasme des Brésiliens pour le sport permettrait de leur faire avaler n'importe quelle pilule sont en train de tomber de haut. Oui, les Brésiliens sont en même temps fous de football et parfaitement conscients des problèmes sociaux. Visiblement le déplacement des habitants des *favelas*, les villages Potemkine pour masquer la misère, les conditions de travail très précaires des ouvriers sur les chantiers, la construction de stades dans des villes où il n'y aura jamais le potentiel de spectateurs pour justifier ces mastodontes - Cuiaba, Fortaleza, Manaus ou Natal - suscitent des réactions très vives dans la population. Un excellent dossier sur ces questions a été réuni par [Solidar Suisse](#) (voir aussi [Alliance Sud](#)).

En 2008, la Suisse et l'Autriche ont organisé l'Euro de football. Aucun stade n'a été construit. Les Autrichiens ont rénové le Prater qui a accueilli la finale. La compétition a été un plein succès...

Il ne s'agit pas, du haut de notre position de pays riches en infrastructures, de faire la leçon aux nations qui veulent profiter de l'organisation de

ces grandes manifestations sportives pour développer leurs équipements. Mais si leur but est d'épater nos prospères pays du Nord en démontrant leur

puissance au prix d'un gaspillage économique et d'un saccage social, il devrait être possible de leur faire comprendre qu'à l'heure de

l'information instantanée, ces actions se retournent contre eux et ne leur valent aucun gain de popularité, bien au contraire.

Logement: et si les solutions se trouvaient au niveau communal?

Des villes petites et moyennes luttent concrètement contre la pénurie de logements à loyer abordable

Michel Rey - 22 mai 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25838>

Nidwald ne veut pas devenir le «*Monaco de la Suisse*». C'est ce qu'affirme son Conseil d'Etat. L'explosion des prix du foncier et de l'immobilier dans plusieurs communes de la Suisse centrale explique cette crainte.

Le chef de l'entreprise Pilatus à Stans, Oskar J. Schenk, l'a écrit dans la presse locale: à moins de disposer d'un revenu mensuel minimum de 10'000 francs, ses employés ne peuvent plus se loger. Le parlement et le gouvernement du canton ont réagi à cette situation en acceptant, à mi-février, de proposer d'ici deux ans un projet de loi pour aider les communes dans leur promotion de logements à loyers modérés. Ils réagissent ainsi à une initiative déposée par le PS.

Les initiatives de la ville de Zoug

La nécessité d'intervenir sur un marché immobilier déséquilibré a déjà conduit le

canton et la ville de Zoug à prendre des mesures en 2009. La ville a été quasiment obligée de mener une politique foncière active et une stratégie visant à imposer des quotas de logements à loyers modérés dans les nouvelles zones à bâtir. Le 17 juin 2012, les électeurs de la ville de Zoug acceptaient à 52,2% l'initiative populaire «*Wohnen in Zug für alle*».

Il est encore difficile de dresser le bilan de cette stratégie. Les terrains zonés entre 2006 et 2009 auraient permis la réalisation de 680 logements à loyers modérés.

Parmi les raisons d'une politique communale en faveur du logement, il y a bien sûr la pénurie de logements abordables pour les jeunes familles et même pour la classe moyenne. Mais les autorités parlent aussi de ghettos urbains pour les riches. Elles observent que ces nouveaux habitants ne s'intègrent pas dans la vie locale, ce qui à

terme risque de mettre en péril le fonctionnement politique et la vie associative de la commune.

La politique du logement de Nyon

En Suisse romande, la commune de Nyon connaît une pression identique, ce qui a conduit son conseil communal à adopter en août 2010 «*une véritable politique du logement*». Constatons d'abord que le temps de maturation a été long puisque cette politique est la réponse à une motion déposée en avril 2005. Comme dans tous les parlements cantonaux et communaux, les débats ont été très politisés entre une droite partisane du marché libre et une gauche préconisant une intervention de l'Etat.

A Nyon, la commune se propose d'augmenter l'offre de logement à loyers modérés, qui est définie en fonction du taux d'effort considéré comme admissible pour la classe